

11/2023

Synthèse de l'actualité internationale de novembre 2023

vendredi 1er décembre 2023, par [Axelle DEGANS](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Axelle DEGANS](#), **Synthèse de l'actualité internationale de novembre 2023**,

Diploweb.com : la revue géopolitique, 1er décembre 2023.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Les faits internationaux les plus marquants : Résultats électoraux ; Proche-Orient et Moyen-Orient ; Chine et Etats-Unis ; Vers un nouvel élargissement de l'UE, etc.

Voici la précieuse synthèse d'Axelle Degans qui sera fort utile à tous ceux qui veulent disposer d'un point de l'actualité géopolitique mondiale, voire préparent un concours ou passent un entretien de recrutement. Pour ne rien manquer, et recevoir nos alertes sur des documents importants, le plus simple est de s'abonner gratuitement à notre [Lettre d'information hebdomadaire](#) ou au [compte X anciennement twitter de veille géopolitique](#) @diploweb. Ce compte de veille géopolitique dépasse le seuil de 21080 followers dont de nombreuses pointures du domaine dans de nombreux pays. Vous serez en bonne compagnie. Et c'est plus important que jamais d'être bien entouré.

Le sort des urnes

En novembre 2023, les élections en Argentine ont été remportées par le candidat ultra-libéral Javier Milei face à l'ancien ministre de l'économie. Cette élection étonne à plusieurs titres. L'ampleur de la victoire – 55% des suffrages exprimés et 21 des 24 provinces ont choisi Milei – est la première source d'étonnement : elle est sans appel. Le candidat et son programme la seconde, Javier Milei exhibe une tronçonneuse lors de ses réunions politiques promettant de découper l'État, le tout avec un discours populiste voire vulgaire. [L'Argentine](#) est un pays qui se porte très mal, 40% de la population vit en-dessous du seuil de pauvreté, situation exacerbée par une inflation autour de 140 %. La classe politique est déconsidérée et délégitimée par ce désastre national. Le nouveau président se présente comme un ultra-libéral qui va réduire de façon drastique les dépenses de l'État – en diminuant de façon symbolique le nombre de ministères – en libéralisant l'économie (la vente des organes par exemple), en dollarisant l'économie, renonçant à une monnaie nationale complètement déconsidérée, mais en se montrant beaucoup plus conservateur sur le champ sociétal. Il reste à voir ce que le président mettra en œuvre du programme du candidat, une thérapie de choc pour juguler l'inflation.

Aux Pays-Bas, Geert Wilders a remporté en novembre 2023 les élections législatives à la tête de son Parti de la Liberté (PVV). En tête des suffrages, il doit composer un gouvernement de coalition. S'il s'est fait connaître avec un discours plutôt xénophobe et anti-Union européenne. Il a axé sa campagne électorale sur les difficultés du quotidien aux Pays-Bas avec le retour de l'inflation, promettant d'être le « Premier ministre de tous les Néerlandais ». Après Pim Fortuyn, Geert Wilders représenterait, selon l'analyse de Dominique Reynié, un « populisme patrimonial » attaché à défendre un niveau de vie et un système de valeurs ressentis comme menacés.



Dr. Axelle Degans
Degans/Diploweb

En Espagne le Premier ministre Pedro Sanchez parvient à rester à la tête du gouvernement en s'appuyant en novembre 2023 sur une coalition et en promettant une loi d'amnistie aux indépendantistes catalans. Ce calcul politique passe mal auprès de la population espagnole qui estime que cette amnistie est « immorale ». Elle manifeste bruyamment son mécontentement dans les rues de Madrid.

A Madagascar, le président sortant Andry Rajoelina est réélu en novembre 2023 dès le premier tour du scrutin avec environ 59% des voix. Cette élection est déjà contestée en justice par l'opposition qui dénonce des irrégularités de scrutin.

Du sang et des larmes au Proche-Orient

Tsahal a lancé en novembre 2023 une importante opération militaire dans la bande de Gaza en réponse à l'agression du 7 octobre 2023 du Hamas. Alors que celui-ci détenait quelque 240 otages, Benjamin Netanyahu a donné pour mission à son armée d'éradiquer le Hamas. L'opération militaire qui s'annonçait sanglante, l'est effectivement, le Hamas étant caché au milieu de la population civile. Des milliers de morts de toutes générations sont à déplorer.

Au-delà des évidentes failles de l'administration Netanyahu, on peut s'interroger sur les conséquences de cette guerre qui retourne l'opinion publique régionale et mondiale contre Israël, pourtant victime des attentats terroristes du 7 octobre. La violence de l'opération militaire en cours dessert le gouvernement israélien qui est en passe courant novembre 2023 de perdre la « bataille des cœurs ».

La question de la préparation de l'« après » est déjà posée. Si Tsahal parvient à éradiquer le Hamas de la bande de Gaza, qui la dirigera ? Le Fatah de Mahmoud Abbas ? Israël ? La violence de la guerre ne prépare-t-elle pas une nouvelle génération de Palestiniens à entrer au Hamas ou dans les rangs d'un quelconque Jihad islamique ? Le Hamas relâche fin novembre 2023 des otages au compte-gouttes contre des prisonniers palestiniens détenus en Israël,

gagnant en popularité chez les Palestiniens. A l'évidence, otages et prisonniers ne connaissent pas les mêmes conditions de détention : les premiers sont retenus par une organisation terroriste au sens propre du terme, les seconds par un régime démocratique. Au moment où la communauté internationale se mobilise contre les violences faites aux femmes, les otages libérés délivrent des messages d'horreur. Comment Palestiniens et Israéliens vont-ils pouvoir continuer à vivre les uns à côté des autres ?

Un grand jeu au Proche et Moyen-Orient

Une « pause humanitaire » est négociée fin novembre 2023 dans la guerre en cours. Les pressions internationales sur le gouvernement de Benjamin Netanyahu ont abouti à une trêve des combats de quelques journées, permettant un échange entre certains otages détenus dans la bande de Gaza et des prisonniers palestiniens, ainsi que des livraisons de nourriture et de matériel médical. Les États-Unis ont joué un rôle évident et important dans cette médiation. [Le Qatar](#) affiche, lui aussi, sa médiation. Il renforce courant novembre 2023 sa [place acteur régional](#) sur la scène diplomatique, construite depuis déjà plusieurs années, [non sans ambiguïtés](#).

Au lendemain de la guerre de 2006 qui l'a opposé au Hezbollah libanais, soutenu par Téhéran, Israël édicte une nouvelle doctrine militaire - la doctrine Dahiya - une politique de dissuasion reposant sur le recours envisagé à une « riposte massive » en cas d'attaque. Force est de constater que ni le Liban, ni le Hezbollah, ni l'Iran ne se sont directement engouffrés dans la brèche créée par le Hamas le 7 octobre 2023, crainte par de nombreux observateurs. Le rapport de force est particulièrement tendu, y compris en Cisjordanie.

Le Hezbollah libanais dirigé par Hassan Nasrallah n'a pas annoncé son engagement dans une guerre contre Israël. Allié du Hamas et, comme lui financé par l'Iran, on pouvait donc craindre une régionalisation du conflit réinitié le 7 octobre 2023. Reste à connaître la suite.

Bonus vidéo. Renseignement. Qui sont les lauréats du 6e [Grand Prix de l'Académie du renseignement](#) ?

L'Irlande est secouée par des émeutes

La capitale irlandaise, Dublin, est le théâtre en novembre 2023 de vraies émeutes qui se sont tournées contre les forces de l'ordre et ont dégénéré en pillage de magasins. Ces affrontements, d'un nouveau genre en Irlande, se déroulent sur un fonds de tensions liées à l'immigration. Cette république qui compte un peu plus de cinq millions d'habitants, vient d'accueillir plus de cent mille réfugiés ukrainiens, après avoir déjà accueilli des migrants

arrivant de pays en guerre comme la Libye ou la Syrie. Les manifestations « anti-immigration » se multiplient dans l'île verte où les problèmes d'accès au logement sont loin d'être résolus.

Un G2 pour la paix dans le monde ?

La région de l'Indo-Pacifique est pénalisée par la guerre commerciale américano-chinoise. Les partenaires de Washington sont unis dans un partenariat transpacifique que les Etats-Unis de Donald Trump ont quitté. Joe Biden a proposé un « cadre économique pour l'Indo-Pacifique » qui reste à l'état embryonnaire.

C'est en marge du sommet de [l'APEC](#) - qui réunit les riverains de l'Asie pacifique pour une meilleure coopération économique- que le président américain Joe Biden a reçu en novembre 2023 à San Francisco son homologue chinois. Une entrevue d'importance dans un contexte international hautement inflammable (guerre en Ukraine, guerre au Proche-Orient, fortes tensions autour de Taiwan, guerre commerciale entre les deux premières économies de la planète...). Si Joe Biden qualifie Xi Jinping de « dictateur », il reconnaît aussi officiellement l'altérité du modèle chinois. Un modèle concurrent au modèle américain - ce qui n'est pas sans rappeler la confrontation idéologique américano-soviétique du temps de la Guerre froide (1947-1990) - avec lequel il est préférable de faire taire ses divergences pour ne pas engager un troisième conflit ouvert, alors que Washington soutient l'Ukraine et Israël. Quant à la Chine, elle est « prête à être partenaire et ami des Etats-Unis », affirmant « la planète Terre est assez grande pour que nos deux pays puissent réussir ».

Un nouveau condominium ? Une pause pour la paix... Comment l'UE saura-t-elle se positionner dans ce jeu mouvant et incertain ?

Des Etats-Unis à contre-courant ?

Les Etats-Unis de Joe Biden ont lancé en juillet 2022 une loi de lutte contre l'inflation - *Inflation Reduction Act* - qui attire de nombreux investisseurs, alimentant la croissance économique américaine. Cette loi accorde des déductions fiscales et des aides substantielles pour attirer sur le sol américains, des activités clés pour la transition énergétique, mais aussi la production de semi-conducteurs pour limiter [la dépendance des Etats-Unis à Taiwan](#). Cette dynamique se fait au prix d'un endettement croissant, au moment où les membres de l'Union européenne mettent en place un projet de plan pour réduire les dettes publiques et diminuer les déficits. L'écart se creuse donc de part et d'autre de l'Atlantique entre une Union européenne dont la croissance est en berne et les Etats-Unis qui renouent avec une croissance dynamique.

Alors que les Etats-Unis et la Chine se sont engagés conjointement - lors de leur entrevue à San Francisco - à agir pour le climat, le président américain est absent de la COP 28 réunie [à Dubaï](#). Il en est de même pour le chef de l'Etat chinois. Ces deux pays sont pourtant les deux principaux émetteurs de gaz à effet de serre (GES). L'absence du président Joe Biden s'explique d'abord pour des raisons de politique intérieure. Il ménage, pour sa réélection, une partie de l'électorat républicain qui pourrait être tentée de voter Joe Biden, plutôt que d'élire le candidat républicain que pourrait être Donald Trump.

L'Union européenne dans un dynamique d'extension

[L'Union européenne](#) finalise en novembre 2023 un nouvel accord de libre-échange avec la Nouvelle-Zélande. Il pourrait être activé dès les premiers mois de l'année 2024.

La présidente de la Commission européenne, Ursula van der Leyen, voudrait commencer les négociations d'adhésion de [l'Ukraine](#), reconnue dès juin 2022 comme candidate. Ce processus est d'une exceptionnelle rapidité, ce qui n'est pas sans froisser les pays des Balkans occidentaux dont l'attente pour une adhésion à l'Union se prolonge. La question des implications des élargissements mérite d'être posée. Quelle Union européenne veut-on ? Quelles sont les véritables capacités de l'UE ? Comment plusieurs des adhésions envisagées pourraient-elles être instrumentées par des acteurs étrangers qui y trouveraient des points d'appui dans leur jeu de déstabilisation des valeurs et des institutions des pays de l'UE ? Le bon sens voudrait que nous fassions le bilan pays par pays depuis les élargissements de 2004, puis de manière comparative et transversale, avant de se jeter dans le vide de l'incertitude. Force est de constater que [depuis 2010 un pays entré dans l'UE en 2004 fragilise l'UE et fait de manière récurrente le jeu de la Russie : la Hongrie](#). Et d'autres pays, dont la Slovaquie, posent question. Les deux dernières décennies devraient conduire à un peu de modestie quant aux capacités de l'UE, surtout si elle entend devenir une puissance. Quoi qu'il en soit, la logique voudrait qu'un débat documenté et respectueux s'impose à la faveur du vingtième anniversaire de l'élargissement de 2004, le 1er mai 2024.

Plus

Pierre Verluise : Comment préparer et réussir un oral de Géographie ou Géopolitique ?

1ère partie : [la préparation](#)

2e partie : [la prestation](#)

Voir [la version écrite de ce document : Comment préparer et réussir un oral de Géographie ou Géopolitique ?](#)

En Afrique, les inquiétudes perdurent

Au Sierra Leone, un coup de force vient fragiliser un peu plus un des pays les plus pauvres d'Afrique dont le président, Julius Maada Bio a gagné dès le premier tour les élections en juin 2023, résultat contesté par l'opposition. La capitale Freetown, a été le théâtre en novembre 2023 d'affrontements armés qui ont duré toute une journée.

Au Burkina Faso, une nouvelle attaque djihadiste a provoqué en novembre 2023 la mort d'une quarantaine de personnes dans la région des trois frontières.

Au Soudan, la guerre civile qui déchire le pays entre le général al-Burhan, à la tête de l'armée soudanaise et le général Mohammed Hamdan Dagalo (ou « Hemmeti ») qui dirige les forces de soutien rapide (RSF), prend une autre ampleur. Alors que ce dernier est de plus en plus isolé sur la scène internationale au contraire du chef des armées reçu à l'ONU, Hemmeti contrôle en fait la capitale et la partie occidentale du pays. Il reprend la guerre dans le Darfour dont les populations noires Massalits ou Zaghawas ont subi au début de notre siècle les pires exactions de la part des milices arabes janjawid dont le RSF est l'actuel prolongement. L'ONU évalue à plus de six millions, le nombre de réfugiés causé par cette guerre civile. Se noue désormais un nouveau drame au Soudan qui a déjà fait plusieurs milliers de victimes et plus de cent mille réfugiés. Une autre question se pose, celle de la neutralité du Tchad voisin où vivent aussi les Zaghawas victimes de massacres au Soudan.

Les temps sont difficiles pour les opposants

Au Bangladesh, la police réprime l'opposition politique au gouvernement. Ainsi, les participants à une manifestation organisée en novembre 2023 par le Bangladesh National Party (BNP) ont été arrêtés par milliers, peut-être 8 000 dont les leaders du mouvement.

[En Turquie](#), Özgür Özela est élu à la tête du Parti républicain du peuple (CHP) qui s'oppose à [la politique menée par le président Erdogan](#). Ce parti a réussi à enlever les mairies de quelques grandes villes du pays comme Ankara ou Istanbul. La nouvelle direction de ce parti aura fort à faire car la nouvelle loi contre la « désinformation » autorise l'arrestation de journalistes trop indépendants au goût du pouvoir. Le virage autoritaire du président R. Erdogan rend la tâche difficile à l'opposition.

Des élections s'éloignent...

Au Venezuela, la Cour suprême a arrêté en novembre 2023 le processus des primaires de l'opposition devant permettre la tenue d'élections que Maria Corina Machado venait de remporter. Pourtant plus de quatre millions de citoyens se sont déplacés pour voter. Un accord entre pouvoir et opposition – passant par cette primaire – devait permettre la tenue d'élections présidentielles en 2024, accord qui a conduit à un allègement des sanctions que font peser les Etats-Unis sur le pays.

En Ukraine, la perspective de la tenue des élections présidentielles en mars 2024 s'éloigne. Le pouvoir craint que l'organisation d'élections dans le contexte d'une guerre, qui risque fort de pas être terminée au printemps 2024, ne soit particulièrement difficile. L'autre risque est la minoration du caractère démocratique du régime ukrainien qui survit grâce à l'aide des démocraties occidentales et ne veut pas s'aliéner ses soutiens. Les Etats-Unis évaluent cette aide reçue à 70 milliards de dollars de leur part et à 100 milliards de la part des pays de l'UE.

Disparition

Emmanuel Leroy-Ladurie nous a quitté en novembre 2023. Cet immense historien a marqué

plusieurs générations par l'excellence et l'ambition de son travail. Adeptes du travail sur le temps long, comme Fernand Braudel, il prend la tête de l'École des Annales. Il restera notamment pour sa somme sur l'histoire du climat qui a fait date, l'« *Histoire du climat depuis l'an mil* » (Paris, éd. Flammarion, 1967).

Bonnes nouvelles

Ariane VI a réussi en novembre 2023 un premier essai à Kourou, en Guyane. Une bonne nouvelle dans un climat très tendu pour l'aérospatial des Européens.

La France annonce consacrer en novembre 2023 un milliard d'euros à la recherche polaire. Les pôles sont essentiels pour la connaissance de notre passé et le suivi de l'évolution du climat qui fait en partie notre futur.

Copyright Décembre 2023-Degans/Diploweb.com

Voir les synthèses d'[octobre 2023](#), [novembre 2023](#), [décembre 2023](#), [janvier 2024](#), [février 2024](#), [mars 2024](#)

Plus encore avec le Diploweb

Le Diploweb.com vous propose des Masterclass géopolitiques pour faire la différence, au sujet de la puissance (P. Verluise), de l'URSS (J-R Raviot) et des données numériques (K. Limonier) :

- . [Pierre Verluise, Quels sont les fondamentaux de la puissance ?](#)
- . [Jean-Robert Raviot, C'était quoi l'URSS ?](#)
- . [Kevin Limonier, Pourquoi les données numériques sont-elles géopolitiques ?](#)

P.-S.

Docteure en Géopolitique de l'Université de Reims Champagne-Ardenne. Membre du Conseil scientifique du *Diploweb.com*. Agrégée d'histoire, Professeure de chaire supérieure au lycée Faidherbe (Lille) où elle enseigne la géopolitique en classes préparatoires économiques et commerciales. Auteure de nombreux ouvrages.